

> Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Interdiction d'employer un étranger en situation irrégulière

L. 8251-2

LOI n°2016-274 du 7 mars 2016 - art. 18 - Conseil Constit. 2017-674 QPC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Nul ne peut, directement ou indirectement, recourir sciemment aux services d'un employeur d'un étranger non autorisé à travailler.

[service-public.fr](#)

> Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Interdiction d'employer un étranger en situation irrégulière

## Chapitre II : Droits du salarié étranger.

L. 8252-1

Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié étranger employé en méconnaissance des dispositions du premier alinéa de l'article **L. 8251-1** est assimilé, à compter de la date de son embauche, à un salarié régulièrement engagé au regard des obligations de l'employeur définies par le présent code :

1° Pour l'application des dispositions relatives aux périodes d'interdiction d'emploi prénatal et postnatal et à l'allaitement, prévues aux articles **L. 1225-29** à **L. 1225-33** ;

2° Pour l'application des dispositions relatives à la durée du travail, au repos et aux congés prévues au livre Ier de la troisième partie ;

3° Pour l'application des dispositions relatives à la santé et la sécurité au travail prévues à la quatrième partie ;

4° Pour la prise en compte de l'ancienneté dans l'entreprise.

Il en va de même pour les *articles L. 713-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime* pour les professions agricoles.

[Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation](#)

> Soc., 17 avril 2019, n° 18-15.321 (P) [ECLI:FR:CCASS:2019:SO00659]

[service-public.fr](#)

> Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Droits du salarié étranger

L. 8252-2

LOI n°2016-274 du 7 mars 2016 - art. 18 - Conseil Constit. 2017-674 QPC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié étranger a droit au titre de la période d'emploi illicite :

1° Au paiement du salaire et des accessoires de celui-ci, conformément aux dispositions légales, conventionnelles et aux stipulations contractuelles applicables à son emploi, déduction faite des sommes antérieurement perçues au titre de la période considérée. A défaut de preuve contraire, les sommes dues au salarié correspondent à une relation de travail présumée d'une durée de trois mois. Le salarié peut apporter par tous moyens la preuve du travail effectué ;

2° En cas de rupture de la relation de travail, à une indemnité forfaitaire égale à trois mois de salaire, à moins que l'application des règles figurant aux articles **L. 1234-5**, **L. 1234-9**, **L. 1243-4** et **L. 1243-8** ou des stipulations contractuelles correspondantes ne conduise à une solution plus favorable.

3° Le cas échéant, à la prise en charge par l'employeur de tous les frais d'envoi des rémunérations impayées vers le pays dans lequel il est parti volontairement ou a été reconduit.

Lorsque l'étranger non autorisé à travailler a été employé dans le cadre d'un travail dissimulé, il bénéficie soit des dispositions de l'article **L. 8223-1**, soit des dispositions du présent chapitre si celles-ci lui sont plus favorables.

Le conseil de prud'hommes saisi peut ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire prévue au 2°.